



ns

u gouvernement conservateur. Cependant, comme les prochaines
rd en octobre 2015, nous devons aussi talonner les partis d'oppo-
e le Nouveau parti démocratique. Ils doivent le plus rapidement
écrits et chiffrés.

lament :

gements sociaux existants pour assurer leur accessibilité financière
t pour les ménages qui en auront besoin à l'avenir;

un budget récurrent de 2 milliards \$ par année, ce qui doublerait le
rait de financer annuellement entre 5000 et 5500 logements sociaux

sens dans les prochains mois.

Pour plus d'informations,
renseignez-vous auprès de votre comité local.

Le logement social représente la meilleure façon d'assurer la mi
qu'il est sans but lucratif, à propriété collective et qu'il est subv
ments. Il permet de sortir le logement de la logique du profit e
capacité de payer des ménages à faible et à modeste revenus.

Les provinces et les villes ne sont cependant pas capables d'assur
quoi le gouvernement fédéral doit faire sa part en ce domaine
de nouveaux logements sociaux, ainsi qu'en maintenant le fina
logements sociaux existants.

Une situation urgente!

Les chiffres de l'Enquête nationale auprès des ménages, réalis
montrent que de plus en plus de ménages consacrent un pourc
pour se loger.

*Nombre et pourcentage de ménages locataires consacrant 30%
au Québec, en 2011 et en*

Année	Nombre de ménages	Payent plus de 30%		Payent Nombre
		Nombre	%	
2006	1 259 455	448 840	35,6%	203 085
2011	1 304 095	479 750	36,8%	227 835
Hausse	3,5%		6,9%	



er :
 us des logements ayant besoin de rénovations majeures,
 ments de taille insuffisante,
 nce,
 logement vécus par les personnes ayant des incapacités sévères,
 nent et de délabrement des logements vécus par les populations
 premières nations, sur le territoire inuit du Nunavik, de même qu'en
 ur une liste d'attente pour l'accès à un HLM qui leur permettrait de
 r. Un nombre très important de ménages est aussi en attente d'une
 organisme sans but lucratif (OSBL) en habitation.
 e de moins en moins ses responsabilités en ce domaine.

t insuffisant

n à ses investissements à long terme dans la construction de loge-
 dans l'aide à la construction de nouveaux logements, huit ans plus
 ordable. Or, il y investit de moins en moins. D'ici 2019, Ottawa ne
 emble des provinces et des territoires pour tous leurs programmes
 Québec, les 58 millions \$ accordés par le fédéral ne sont même pas
 on de 700 logements sociaux dans l'actuel programme AccèsLogis.

choisi de diminuer son aide au logement. En 2014-2015, il n'y inves-
 es. En comparaison, le budget du Ministère de la défense nationale

ventions, une fois terminées les ententes de financement actuel
 À l'échelle du Canada, quelque 585 000 logements sociaux reç
 mais les perdront dans un avenir qui, dans certains cas, est très
 Au Québec, ce sera le cas de 125 550 logements, soit environ 8
 Parmi ceux-ci, 37 500 reçoivent directement leurs subventions
 mise de la Société canadienne d'hypothèques et de logemen
 ments coopératifs et sans but lucratif. Là, l'effet de la fin des subv
 Comme celles-ci ne servent, la plupart du temps, qu'à abaisser
 habitent une partie des logements, ces ménages se retrouvent du
 loyer que les autres locataires. Le montant réel qu'ils consacren
 tripler! Les logements qu'ils habitent deviennent du même co
 ment pour tous les ménages qui y entreront à l'avenir.

Les 88 050 autres logements sociaux sont sous la responsabilité
 par le biais de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Il s
 ments coopératifs, sans but lucratif et même privés qui ont tou
 à des ménages à très faible revenu. Dans ces cas, c'est le gouver
 moins d'argent du fédéral. Au fil des années, le manque à gagne
 convaincre Québec de tenter de diminuer sa facture. Il pourra
 locataires de logements sociaux ou même de vendre une partie

Peu de logements sociaux ont jusqu'ici été touchés au Québec
 seront de plus en plus nombreux à l'être à partir de 2015. Il n
 contraire très immédiat.